

- 3° Hoger secundair onderwijs :
- A. In Brussel-Hoofdstad :
- Leraar algemene vakken : Germaanse talen, wiskunde, aardrijkskunde
  - Leraar technische vakken in de sectoren van Industrie, Bouwkunde-Hout, Economie en Diensten aan personen
  - Leraar beroepspraktijk in de sectoren van Industrie, Bouwkunde-Hout, Economie en Diensten aan personen
- B. In de provincie Henegouwen :
- Leraar algemene vakken : Frans, Germaanse talen, wiskunde, wetenschappen, aardrijkskunde, economische wetenschappen
  - Leraar technische vakken : grafische kunsten, kapper, boekhouding, bouwkunde, toegepaste wiskunde, mechanica, psychologie, reclame, toegepaste wetenschappen, huishoudkunde, secretariaat-bureautica, verpleegzorg, opvoedingstechnieken
  - Leraar beroepspraktijk : elektriciteit, kinderverzorging, verpleegzorg
  - Leraar oude talen
- C. In de provincie Namen :
- Leraar algemene vakken : Germaanse talen
  - Leraar technische vakken : kinderverzorging
  - Leraar beroepspraktijk : kinderverzorging
- Brussel, 24 mei 2012.

De Minister van Kinderwelzijn, Onderzoek en Ambtenarenzaken,  
J.-M. NOLLET

De Minister van Leerplichtonderwijs en Onderwijs voor Sociale Promotie,  
Mevr. M.-D. SIMONET

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2012 — 1918

[2012/203608]

#### 21 JUIN 2012. — Décret modifiant le décret du 10 novembre 2004 instaurant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, créant un Fonds wallon Kyoto et relatif aux mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret transpose partiellement la Directive 2009/29/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2009 modifiant la Directive 2003/87/CE afin d'améliorer et d'étendre le système communautaire d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre.

**Art. 2.** Dans l'article 1<sup>er</sup> du décret du 10 novembre 2004 instaurant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, créant un Fonds wallon Kyoto et relatif aux mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto, remplacé par le décret du 6 octobre 2010, les mots « telle que modifiée par les Directives 2004/101/CE et 2008/101/CE » sont abrogés.

**Art. 3.** L'article 1/1 du même décret, inséré par le décret du 6 octobre 2010, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Le présent décret prévoit également des réductions plus importantes des émissions de gaz à effet de serre afin d'atteindre les niveaux de réduction qui sont considérés comme scientifiquement nécessaires pour éviter un changement climatique dangereux. »

**Art. 4.** Dans l'article 2 du même décret, modifié par le décret du 6 octobre 2010, les modifications suivantes sont apportées :

a) les 2° à 6° sont remplacés par ce qui suit :

2° « gaz à effet de serre » : les gaz énumérés dans l'annexe du présent décret et les autres composants gazeux de l'atmosphère, tant naturels qu'anthropiques, qui absorbent et renvoient un rayonnement infrarouge;

3° « installation » : un établissement au sens du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement où se déroulent une ou plusieurs activités émettant des gaz à effet de serre déterminées par le Gouvernement ainsi que toute autre activité s'y rapportant directement qui est liée techniquement aux activités exercées sur le site et qui est susceptible d'avoir des incidences sur les émissions et la pollution;

4° « sous-installation » : partie d'installation correspondant, dans la mesure du possible, à une partie physique de l'installation;

5° « nouvel entrant » :

a) toute installation poursuivant une ou plusieurs activités émettant des gaz à effet de serre déterminées par le Gouvernement et pour laquelle un permis d'environnement ou un permis unique a été obtenu pour la première fois après le 30 juin 2011;

b) toute installation poursuivant une ou plusieurs activités émettant des gaz à effet de serre déterminées par le Gouvernement, qui a connu une extension importante après le 30 juin 2011, dans la mesure seulement où ladite extension est concernée;

6° « tonne d'équivalent-dioxyde de carbone » : une tonne métrique de dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>) ou une quantité de tout autre gaz à effet de serre ayant un potentiel de réchauffement planétaire équivalent; »;

b) le 7° est abrogé;

c) le 24° est remplacé par ce qui suit :

« 24° « combustion » : toute oxydation de combustibles quelle que soit l'utilisation faite de la chaleur, de l'énergie électrique ou mécanique produites par ce processus et toutes autres activités s'y rapportant, y compris la destruction des effluents gazeux;

25° « producteur d'électricité » : une installation qui, à la date du 1<sup>er</sup> janvier 2005 ou ultérieurement, a produit de l'électricité destinée à la vente à des tiers et dans laquelle n'a lieu aucune activité émettant des gaz à effet de serre déterminée par le Gouvernement, autre que la « combustion de combustibles ». »

**Art. 5.** Dans le chapitre II du même décret, l'intitulé de la section 1<sup>re</sup> est remplacé par ce qui suit :

« Section 1<sup>re</sup> — Allocation des quotas ».

**Art. 6.** L'article 3 du même décret, modifié par le décret du 6 octobre 2010, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 3. § 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement arrête la liste des installations couvertes par le présent décret ainsi que la quantité totale de quotas alloués à titre gratuit à chaque installation pour chaque année durant la période 2013-2020 après avoir soumis ces données à la Commission européenne et avoir, le cas échéant, appliqué le facteur de correction uniforme transsectoriel visé à l'article 10*bis*, § 5, de la Directive 2003/87/CE.

Aucun quota ne peut être alloué à titre gratuit aux installations dont la Commission européenne a refusé l'inscription sur la liste visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

§ 2. Dans les trois mois suivant l'adoption par la Commission européenne de la liste visée à l'article 10*bis*, § 13, de la Directive 2003/87/CE pour les années 2015 à 2020, ou suivant l'adoption de tout ajout à la liste établie par la décision 2010/2/UE de la Commission européenne pour les années 2013 et 2014, le Gouvernement révisé la liste visée au § 1<sup>er</sup> telle qu'établie avant l'application du facteur de correction visé au § 1<sup>er</sup>.

Le Gouvernement indique clairement les modifications survenues dans l'exposition présumée des installations et sous-installations à un risque de fuite de carbone et, le cas échéant, la quantité annuelle provisoire correspondante de quotas gratuits, et soumet cette liste à la Commission européenne.

Si la Commission européenne ne rejette pas cette quantité annuelle provisoire de quotas alloués à titre gratuit, le Gouvernement calcule la quantité annuelle de quotas d'émission alloués à titre gratuit aux installations et sous-installations visées.

§ 3. Aucun quota n'est alloué à titre gratuit aux producteurs d'électricité, aux installations de captage de CO<sub>2</sub>, aux pipelines destinés au transport de CO<sub>2</sub> ou aux sites de stockage de CO<sub>2</sub>.

En vue de répondre à une demande économiquement justifiable par rapport à la production de chaleur ou de froid, des quotas gratuits sont alloués, pour la production de chaleur, au chauffage urbain ainsi qu'à la cogénération à haut rendement telle que définie par le décret du 12 avril 2001 relatif au marché régional de l'électricité. Chaque année postérieure à 2013, le total des quotas délivrés à ces installations pour la production de ce type de chaleur est adapté en utilisant le facteur linéaire visé à l'article 9 de la Directive 2003/87/CE.

§ 4. Les quotas qui ne sont pas délivrés à titre gratuit sont mis aux enchères. »

**Art. 7.** Dans le chapitre II du même décret, l'intitulé de la section 2 est remplacé par ce qui suit :

« Section 2. — Nouveaux entrants, modifications et cessations d'activités ».

**Art. 8.** Dans le chapitre II, section 2, du même décret, il est inséré une sous-section 1<sup>ère</sup> intitulée « Nouveaux entrants à la suite de l'exploitation d'une nouvelle activité ».

**Art. 9.** Dans la sous-section 1<sup>re</sup> insérée par l'article 8, l'article 4 du même décret, modifié par le décret du 6 octobre 2010, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 4. § 1<sup>er</sup>. A la demande d'un nouvel entrant visé à l'article 2, 5<sup>o</sup>, a), le Gouvernement détermine la quantité de quotas à allouer à titre gratuit à l'installation une fois que celle-ci aura commencé à être exploitée normalement et que sa capacité installée initialement aura été déterminée. Il notifie sa décision au nouvel entrant.

Aucun quota n'est alloué à titre gratuit pour la production d'électricité par de nouveaux entrants.

§ 2. Les demandes sont adressées l'Agence wallonne de l'Air et du Climat dans l'année suivant le début de l'exploitation normale de l'installation.

Le Gouvernement détermine ce qu'il faut entendre par « début de l'exploitation normale » et fixe les données que l'exploitant doit transmettre ainsi que les exigences relatives à l'intégrité de ces données et à leur vérification et les modalités de traitement des données.

§ 3. Le Gouvernement notifie sans délai à la Commission européenne la quantité annuelle totale provisoire de quotas alloués à titre gratuit à l'installation concernée.

Si la Commission européenne ne rejette pas cette quantité annuelle totale provisoire de quotas alloués à titre gratuit, le Gouvernement calcule la quantité annuelle finale de quotas d'émission alloués à titre gratuit. »

**Art. 10.** Dans le chapitre II, section 2, du même décret, il est inséré une sous-section 2 intitulée « Nouveaux entrants à la suite d'une extension significative de capacité ».

**Art. 11.** Dans la sous-section 2 insérée par l'article 10, l'article 5 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 5. Lorsqu'une installation a fait l'objet d'une extension significative de capacité après le 30 juin 2011, le Gouvernement, à la demande du nouvel entrant visé à l'article 2, 5<sup>o</sup>, 4<sup>o</sup>, b), et sans préjudice de l'allocation à une installation en application de l'article 3, détermine la quantité de quotas à allouer à titre gratuit à l'installation concernée pour tenir compte de l'extension. Il notifie sa décision au nouvel entrant.

Aucun quota n'est alloué à titre gratuit pour la production d'électricité par de nouveaux entrants.

Le Gouvernement détermine ce qu'il faut entendre par « extension significative de capacité ».

**Art. 12.** Dans le chapitre II, section 2, du même décret, il est inséré une sous-section 3 intitulée « Réduction significative de capacité »

**Art. 13.** Dans la sous-section 3 insérée par l'article 12, il est inséré un article 5/1 rédigé comme suit :

« Art. 5/1. Lorsqu'une installation a fait l'objet d'une réduction significative de capacité après le 30 juin 2011, le Gouvernement détermine la quantité de quotas à déduire du nombre de quotas à allouer à titre gratuit pour tenir compte de cette réduction. Il notifie sa décision à l'exploitant.

Le Gouvernement détermine ce qu'il faut entendre par « réduction significative de capacité ».

L'allocation à cette installation est ajustée en conséquence à compter de l'année suivant celle durant laquelle a eu lieu la réduction de capacité, ou à compter de 2013 si la réduction significative de capacité a eu lieu avant le 1<sup>er</sup> janvier 2013. »

**Art. 14.** Dans le chapitre II, section 2, du même décret, il est inséré une sous-section 4 intitulée « Cessation des activités d'une installation ».

**Art. 15.** Dans la sous-section 4 insérée par l'article 14, il est inséré un article 5/2 rédigé comme suit :

« Art. 5/2. § 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement n'alloue aucun quota à titre gratuit à une installation qui a cessé son activité, à compter de l'année suivant la cessation des activités ou à partir de 2013, si la cessation des activités a eu lieu avant le 1<sup>er</sup> janvier 2013. Il notifie sa décision à l'exploitant.

§ 2. Le Gouvernement détermine ce qu'il faut entendre par « cessation des activités ».

Une installation est réputée avoir cessé ses activités lorsque au moins une des conditions suivantes est remplie :

1<sup>o</sup> l'autorisation d'émettre des gaz à effet de serre, le permis d'environnement, le permis unique ou toute autre autorisation d'exploiter pertinente est arrivée à expiration;

2<sup>o</sup> les permis et autorisations visés au 1<sup>o</sup> ont été retirés;

3° l'exploitation de l'installation est techniquement impossible;

4° l'installation n'est pas en activité, mais l'a été précédemment, et la reprise des activités est techniquement impossible;

5° l'installation n'est pas en activité, mais l'a été précédemment, et l'exploitant n'est pas en mesure d'établir que l'exploitation reprendra dans les six mois suivant la cessation des activités. Cette période s'étend à dix-huit mois maximum si l'exploitant peut établir que l'installation n'est pas en mesure de reprendre ses activités dans les six mois en raison de circonstances exceptionnelles, imprévisibles et propres à l'installation que même le déploiement de toute la diligence requise n'aurait pas permis d'éviter et qui échappent au contrôle de l'exploitant de l'installation concernée ou en raison de circonstances telles que les catastrophes naturelles, les conflits armés, les menaces de conflit armé, les actes de terrorisme, les révolutions, les émeutes, les actes de sabotage ou les actes de vandalisme.

Dans le cas visé à l'alinéa 2, 5°, la délivrance de quotas aux installations est suspendue tant qu'il n'est pas établi qu'elles vont reprendre leurs activités. Le Gouvernement notifie sa décision à l'exploitant.

§ 3. Le § 2, alinéa 2, 5°, ne s'applique pas aux installations qui sont des installations de réserve ou de secours et aux installations qui sont exploitées de manière saisonnière, lorsque toutes les conditions suivantes sont remplies :

1° l'exploitant est titulaire d'un permis d'environnement ou d'un permis unique et de toutes les autres autorisations requises;

2° il est techniquement possible de reprendre les activités sans apporter des modifications physiques à l'installation;

3° l'installation fait l'objet d'une maintenance régulière. »

**Art. 16.** Dans le chapitre II, section 2, du même décret, il est inséré une sous-section 5 intitulée « Cessation partielle des activités d'une installation ».

**Art. 17.** Dans la sous-section 5 insérée par l'article 16, il est inséré un article 5/3 rédigé comme suit :

« Art. 5/3. Le Gouvernement ajuste l'allocation de quotas à une installation qui cesse partiellement ses activités, à compter de l'année suivant celle durant laquelle elle cesse partiellement ses activités, ou à partir de 2013, si la cessation partielle des activités a eu lieu avant le 1<sup>er</sup> janvier 2013. Il notifie sa décision à l'exploitant.

Le Gouvernement détermine ce qu'il faut entendre par « cessation partielle des activités ». »

**Art. 18.** Dans le chapitre II, section 2, du même décret, il est inséré une sous-section 6 intitulée « Dispositions communes ».

**Art. 19.** Dans la sous-section 6 insérée par l'article 18, il est inséré un article 5/4 rédigé comme suit :

« Art. 5/4. L'exploitant communique à l'Agence wallonne de l'Air et du Climat, au plus tard le 31 décembre de chaque année, toutes les informations utiles concernant les modifications prévues de la capacité, du niveau d'activité et de l'exploitation d'une installation, susceptibles d'avoir une incidence sur l'allocation de quotas.

L'exploitant communique à l'Agence wallonne de l'Air et du Climat toutes les informations utiles concernant les modifications effectives de la capacité, du niveau d'activité et de l'exploitation d'une installation, susceptibles d'avoir une incidence sur l'allocation de quotas, et ce, au plus tard le dernier jour du mois qui suit la modification.

Le Gouvernement fixe les données complémentaires que l'exploitant doit transmettre ainsi que les exigences relatives à l'intégrité de ces données et à leur vérification et les modalités de traitement des données. »

**Art. 20.** L'article 6 du même décret, modifié par le décret du 22 juin 2006, est intégré dans la sous-section 6 insérée par l'article 18 et les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1<sup>er</sup>, à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, et à l'article 5 » sont remplacés par les mots « aux articles 4, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 5, alinéa 1<sup>er</sup>, 5/1, alinéa 1<sup>er</sup>, 5/2, § 1<sup>er</sup>, 5/2, § 2, alinéa 3, et 5/3, alinéa 1<sup>er</sup> »;

2° au paragraphe 1<sup>er</sup>, l'alinéa 2 est abrogé;

3° au paragraphe 2, les mots « à la poste » sont abrogés et les mots « soit dans un délai de vingt jours à dater de l'envoi de la demande du nouvel entrant ou de données complémentaires pour lesquelles l'Agence wallonne de l'Air et du Climat n'a pas réagi, soit dans un délai de vingt jours à dater de » sont insérés entre les mots « ou, en l'absence de décision, » et les mots « du jour suivant le délai qui est imparti à l'autorité compétente pour envoyer sa décision »;

4° le paragraphe 4 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Le Gouvernement peut fixer des délais plus courts que ceux fixés aux paragraphes 2 et 4 pour les recours qu'il détermine. »

**Art. 21.** L'article 7 du même décret, modifié par les décrets des 22 juin 2006 et 6 octobre 2010, est intégré dans la sous-section 6 insérée par l'article 18 et est remplacé par ce qui suit :

« Art. 7. En cas de modification de la capacité, du niveau d'activité ou de l'exploitation d'une installation ayant une incidence sur son allocation de quotas, le Gouvernement communique à la Commission européenne toutes les informations utiles, y compris la quantité annuelle totale provisoire révisée de quotas alloués à titre gratuit à l'installation concernée, déterminée conformément au présent décret.

Si la Commission européenne ne rejette pas la quantité annuelle totale provisoire révisée de quotas d'émission alloués à titre gratuit à l'installation concernée, le Gouvernement détermine et publie au *Moniteur belge* la quantité annuelle totale finale de quotas alloués à titre gratuit à l'installation concernée. »

**Art. 22.** L'article 8 du même décret, remplacé par le décret du 6 octobre 2010, est abrogé.

**Art. 23.** L'article 9 du même décret, modifié par les décrets des 22 juin 2006 et 6 octobre 2010, est abrogé.

**Art. 24.** Dans l'article 10 du même décret, le paragraphe 1<sup>er</sup>, modifié par le décret du 22 juin 2006, le paragraphe 2 et le paragraphe 3, modifié par le décret du 6 octobre 2010, sont remplacés par ce qui suit :

« § 1<sup>er</sup>. Chaque exploitant d'une installation visée par le présent décret surveille et déclare, après la fin de l'année concernée, à l'Agence wallonne de l'air et du climat les émissions produites par son installation au cours de chaque année civile, conformément au Règlement « surveillance et déclaration » adopté par la Commission européenne.

L'exploitant envoie sa déclaration vérifiée par un vérificateur accrédité conformément au Règlement « vérification » adopté par la Commission européenne, le deuxième jeudi du mois de mars au plus tard.

§ 2. Sur la base du rapport du vérificateur, l'Agence wallonne de l'Air et du Climat décide si la déclaration est satisfaisante. Elle en informe, avant le 31 mars de la même année, la personne responsable de la tenue du registre des quotas et, par lettre recommandée, l'exploitant.

§ 3. En cas d'absence de transmission d'une déclaration reconnue satisfaisante par l'Agence wallonne de l'Air et du Climat pour le 31 mars, l'Agence notifie immédiatement à l'exploitant, au Gouvernement, à la personne responsable de la tenue du registre des quotas et au fonctionnaire technique tel que visé dans le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, l'interdiction de céder des quotas de l'installation, et ce, aussi longtemps qu'une déclaration de la part de l'exploitant n'a pas été vérifiée comme étant satisfaisante. »

**Art. 25.** L'article 10/1 du même décret, inséré par le décret du 6 octobre 2010, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 10/1. Au plus tard le 30 avril de chaque année, l'exploitant d'une installation visée par le présent décret restitue, sur la base de sa déclaration des émissions de gaz à effet de serre vérifiée, le nombre de quotas correspondant aux émissions totales de l'installation au cours de l'année civile écoulée.

Une obligation de restituer des quotas ne doit pas se produire dans le cas d'émissions vérifiées en tant que faisant l'objet d'un captage et d'un transport en vue d'un stockage permanent vers une installation pour laquelle un permis est en vigueur conformément à la Directive 2009/31/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2009 sur le stockage géologique du dioxyde de carbone.

Afin de respecter l'obligation visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les exploitants utilisent soit des quotas qui leur ont été alloués à titre gratuit, autres que des quotas délivrés en application du système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre pour les activités aériennes, soit des quotas acquis aux enchères, soit, dans les proportions et conditions fixées par le Gouvernement, des crédits ou des URCE et des URE.

Les quotas restitués sont ensuite annulés. »

**Art. 26.** Dans le chapitre II du même décret, l'intitulé de la section 4 est remplacé par ce qui suit : « Section 4. — Diffusion d'informations et secret professionnel ».

**Art. 27.** L'article 11 du même décret, modifié par le décret du 6 octobre 2010, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 11. Sans préjudice de l'article 458 du Code pénal, les décisions et les rapports concernant la quantité et la distribution des quotas, ainsi que la surveillance, la déclaration et la vérification des émissions sont immédiatement et systématiquement diffusés sur le site de l'Agence wallonne de l'Air et du Climat, de manière à garantir un accès non discriminatoire à ces informations. »

**Art. 28.** Dans l'article 11/1, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du même décret, inséré par le décret du 6 octobre 2010, les mots « l'article 9 » sont remplacés par les mots « l'article 10 ».

**Art. 29.** Dans l'article 12 du même décret, le paragraphe 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« § 1<sup>er</sup>. Tout exploitant qui, au plus tard le 30 avril de chaque année, ne restitue pas un nombre de quotas suffisant pour couvrir ses émissions de gaz à effet de serre de l'année précédente est tenu de payer une amende sur les émissions excédentaires.

L'amende est de 100 euros pour chaque tonne d'équivalent-dioxyde de carbone émise par une installation pour laquelle l'exploitant n'a pas restitué de quotas.

L'amende sur les émissions excédentaires concernant les quotas délivrés à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013 augmente conformément à l'indice européen des prix à la consommation. »

**Art. 30.** Dans le chapitre II du même décret, la section 6, comportant les articles 12*bis* et 12*ter*, insérée par le décret du 19 mai 2011, est abrogée.

**Art. 31.** A l'article 13 du même décret, modifié par les décrets des 22 juin 2006, 5 mars 2008 et 6 octobre 2010, les modifications suivantes sont apportées :

a) au § 2, 2<sup>o</sup>, les mots « d'URE, d'UAB ou de quotas » sont remplacés par les mots « d'URE ou d'UAB »;

b) au § 4, alinéa 2, le 5<sup>o</sup> est abrogé.

**Art. 32.** L'article 17 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 17. A l'article 10, § 2, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, modifié par les décrets des 10 novembre 2004 et 22 novembre 2007, sont apportées les modifications suivantes :

1<sup>o</sup> à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le mot « spécifiés » est abrogé;

2<sup>o</sup> un alinéa, rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1<sup>er</sup> et 2 :

« En ce qui concerne les établissements dans lesquels interviennent une ou plusieurs installations ou activités émettant des gaz à effet de serre, les modifications du plan de surveillance faites par l'exploitant ainsi que celles approuvées ou apportées par l'Agence wallonne de l'air et du climat sont annexées au registre. »;

3<sup>o</sup> à l'alinéa 3 ancien, qui devient l'alinéa 4, les mots « l'organisme qu'il désigne » sont remplacés par les mots « l'Agence wallonne de l'Air et du Climat » et les mots « notablement » et « spécifiés » sont abrogés;

4<sup>o</sup> le paragraphe est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« A défaut, le fonctionnaire technique annexe le nouveau plan de surveillance à l'autorisation d'émettre. ».

**Art. 33.** L'article 18 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 18. L'article 17, alinéa 2, du même décret, modifié par le décret du 19 septembre 2002, est complété par un 10<sup>o</sup> rédigé comme suit :

« 10<sup>o</sup> en ce qui concerne les établissements dans lesquels interviennent une ou plusieurs installations ou activités émettant des gaz à effet de serre, de déterminer si une autorisation d'émettre des gaz à effet de serre peut être délivrée. » »

**Art. 34.** Dans le même décret, il est inséré un article 18/1 rédigé comme suit :

« Art. 18/1. L'article 45, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, du même décret, modifié par le décret du 19 septembre 2002, est complété par un 5<sup>o</sup> rédigé comme suit :

« 5<sup>o</sup> en ce qui concerne les établissements dans lesquels interviennent une ou plusieurs installations ou activités émettant des gaz à effet de serre, l'autorisation d'émettre des gaz à effet de serre. ».

**Art. 35.** Dans le même décret, il est inséré un article 18/2 rédigé comme suit :

« Art. 18/2. Dans le paragraphe 5 de l'article 76*quater* du même décret, inséré par le décret du 22 novembre 2007, les mots "Les §§ 2 et 3" sont remplacés par les mots "Les §§ 2 à 4" et les mots "l'article 9, § 1<sup>er</sup>" sont remplacés par les mots "l'article 10, § 1<sup>er</sup>". »

**Art. 36.** Dans le même décret, l'annexe I<sup>re</sup> est remplacée par ce qui suit :

« Annexe. Gaz à effet de serre visés à l'article 2, 2<sup>o</sup> :

- Dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>);
- Méthane (CH<sub>4</sub>);
- Protoxyde d'azote (N<sub>2</sub>O);
- Hydrocarbures fluorés (HFC);
- Hydrocarbures perfluorés (PFC);
- Hexafluorure de soufre (SF<sub>6</sub>). »

**Art. 37.** Dans le même décret, les annexes I<sup>re</sup>/1, II, II/1 et III sont abrogées.

**Art. 38.** Le présent décret entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2013.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 21 juin 2012.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,  
J.-M. NOLLET

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,  
A. ANTOINE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles,  
J.-C. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,  
P. FURLAN

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,  
Mme E. TILLIEUX

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,  
Ph. HENRY

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,  
C. DI ANTONIO

—————  
Note

(1) *Session 2011-2012.*

*Documents du Parlement wallon*, 609 (2011-2012). N<sup>os</sup> 1 à 3.

Discussion.

*Compte rendu intégral*, séance plénière du 20 juin 2012.

Vote.

—————  
ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2012 — 1918

[2012/203608]

**21. JUNI 2012 — Dekret zur Abänderung des Dekrets vom 10. November 2004 zur Einführung eines Systems für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten, zur Einrichtung eines wallonischen Kyoto-Fonds und über die Flexibilitätsmechanismen des Kyoto-Protokolls (1)**

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen, und Wir, Regierung, sanktionieren es:

**Artikel 1** - Durch das vorliegende Dekret wird die Richtlinie 2009/29/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 23. April 2009 zur Änderung der Richtlinie 2003/87/EG zwecks Verbesserung und Ausweitung des Gemeinschaftssystems für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten teilweise umgesetzt.

**Art. 2** - In Artikel 1 des Dekrets vom 10. November 2004 zur Einführung eines Systems für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten, zur Einrichtung eines wallonischen Kyoto-Fonds und über die Flexibilitätsmechanismen, ersetzt durch das Dekret vom 6. Oktober 2010, wird der Wortlaut "abgeändert durch die Richtlinien 2004/101/EG und 2008/101/EG," gestrichen.

**Art. 3** - Artikel 1/1 desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 6. Oktober 2010, wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Das vorliegende Dekret schreibt auch eine stärkere Reduzierung von Treibhausgasemissionen vor, um die Verringerungsraten zu erreichen, die aus wissenschaftlicher Sicht zur Vermeidung gefährlicher Klimaänderungen erforderlich sind."

**Art. 4** - In Artikel 2 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 6. Oktober 2010, werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

a) Die Punkte 2<sup>o</sup> bis 6<sup>o</sup> werden durch Folgendes ersetzt:

2<sup>o</sup> "Treibhausgas": die in der Anlage zum vorliegenden Dekret angeführten Gase und sonstige sowohl natürliche als auch anthropogene gasförmige Bestandteile der Atmosphäre, welche die infrarote Strahlung aufnehmen und wieder abgeben;

3<sup>o</sup> "Anlage": ein Betrieb im Sinne des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, in dem eine oder mehrere von der Regierung bestimmte, Treibhausgase ausstoßende Tätigkeiten sowie andere unmittelbar damit verbundene Tätigkeiten durchgeführt werden, die mit den an diesem Standort durchgeführten Tätigkeiten in einem technischen Zusammenhang stehen und die Auswirkungen auf die Emissionen und die Umweltverschmutzung haben können;

4<sup>o</sup> "Anlageteil": Teil der Anlage, der, soweit es möglich ist, mit einem physischen Teil der Anlage übereinstimmt;

5<sup>o</sup> "neuer Marktteilnehmer":

a) eine Anlage, die eine oder mehrere von der Regierung bestimmte, Treibhausgase ausstoßende Tätigkeiten durchführt und der zum ersten Mal nach dem 30. Juni 2011 eine Umwelt- oder Globalgenehmigung erteilt wurde;

b) eine Anlage, die eine oder mehrere von der Regierung bestimmte, Treibhausgase ausstoßende Tätigkeiten durchführt und an der nach dem 30. Juni 2011 eine wesentliche Erweiterung vorgenommen wurde, jedoch nur hinsichtlich der Erweiterung;

6<sup>o</sup> "Tonne Kohlendioxidäquivalent": eine metrische Tonne Kohlendioxid (CO<sub>2</sub>) oder eine Menge von irgendeinem sonstigen Treibhausgas mit einem äquivalenten Erderwärmungspotenzial;";

b) Punkt 7° wird gestrichen;

c) Punkt 24° wird durch Folgendes ersetzt:

"24° "Verbrennung": die Oxidierung von Brennstoffen ungeachtet der Art und Weise, auf welche die Wärme, der Strom oder die mechanische Arbeit, die in diesem Verfahren erzeugt werden, genutzt wird sowie alle sonstigen unmittelbar damit zusammenhängenden Tätigkeiten einschließlich der Abgasreinigung;

25° "Stromerzeuger": eine Anlage, die ab dem 1. Januar 2005 Strom zum Verkauf an Dritte erzeugt hat und in der keine von der Regierung bestimmte, Treibhausgase ausstoßende Tätigkeit außer der "Verbrennung von Brennstoffen" durchgeführt worden ist."

**Art. 5** - In Kapitel II desselben Dekrets wird die Überschrift des Abschnitts 1 durch Folgendes ersetzt:

"Abschnitt 1 — Zuteilung der Zertifikate".

**Art. 6** - Artikel 3 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 6. Oktober 2010, wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 3 - § 1. Die Regierung verabschiedet die Liste der durch das vorliegende Dekret gedeckten Anlagen sowie die Gesamtmenge der jeder Anlage in jedem Jahr während des Zeitraums 2013-2020 kostenlos zugeteilten Zertifikate, nachdem sie diese Angaben der Europäischen Kommission vorgelegt und ggf. den in Artikel 10*bis*, § 5 der Richtlinie 2003/87/EG erwähnten einheitlichen sektorübergreifenden Korrekturfaktor angewendet hat.

Für Anlagen, deren Eintragung in die in Absatz 1 erwähnte Liste von der Europäischen Kommission abgelehnt worden ist, kommt keine kostenlose Zuteilung von Zertifikaten in Betracht.

§ 2. Innerhalb von drei Monaten ab dem Tag, an dem die Europäische Kommission die in Artikel 10*bis*, § 13 der Richtlinie 2003/87/EG erwähnte Liste für die Jahre 2015 bis 2020 annimmt, oder ab dem Tag, an dem irgendeine Ergänzung der durch den Beschluss 2010/2/EU der Europäischen Kommission für die Jahre 2013 und 2014 aufgestellten Liste angenommen wird, revidiert die Regierung die in § 1 erwähnte Liste, so wie sie vor der Anwendung des in § 1 erwähnten Korrekturfaktors erstellt wurde.

Die Regierung gibt die Veränderungen des mit den Anlagen und Anlageteilen verbundenen vermutlichen Risikos der Verlagerung von CO<sub>2</sub>-Emissionen und ggf. auch die entsprechende vorläufige Jahresmenge der kostenlosen Zertifikate deutlich an, und legt diese Liste der Europäischen Kommission vor.

Wenn die Europäische Kommission diese vorläufige Jahresmenge der kostenlos zugeteilten Zertifikate nicht ablehnt, berechnet die Regierung die Jahresmenge der den erwähnten Anlagen und Anlageteilen kostenlos zugeteilten Emissionszertifikate.

§ 3. Für Stromerzeuger, Anlagen zur Abscheidung von CO<sub>2</sub>, Pipelines für die Beförderung von CO<sub>2</sub> oder CO<sub>2</sub>-Speicherstätten erfolgt keine kostenlose Zuteilung von Zertifikaten.

Für einen wirtschaftlich vertretbaren Bedarf in Bezug auf Wärme- und Kälteerzeugung werden Zertifikate, was die Wärmeerzeugung angeht, für Fernwärme und hocheffiziente Kraft-Wärme-Kopplung im Sinne des Dekrets vom 21. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarktes kostenlos zugeteilt. Nach 2013 wird die Gesamtzuteilung an solche Anlagen für die Erzeugung dieser Art von Wärme jährlich anhand des linearen Faktors gemäß Artikel 9 der Richtlinie 2003/87/EG angepasst.

§ 4. Die Zertifikate, die nicht kostenlos vergeben werden, werden versteigert."

**Art. 7** - In Kapitel II desselben Dekrets wird die Überschrift des Abschnitts 2 durch Folgendes ersetzt:

"Abschnitt 2 — Neue Marktteilnehmer, Änderungen der Tätigkeit und Betriebseinstellungen".

**Art. 8** - In Kapitel II, Abschnitt 2 desselben Dekrets wird ein Unterabschnitt 1 mit der Überschrift "Neue Marktteilnehmer infolge des Betriebs einer neuen Tätigkeit" eingefügt.

**Art. 9** - In dem durch Artikel 8 eingefügten Unterabschnitt 1 wird Artikel 4 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 6. Oktober 2010, durch Folgendes ersetzt:

"Art. 4 - § 1. Auf Antrag eines in Artikel 2, 5°, a) erwähnten neuen Marktteilnehmers verabschiedet die Regierung die Menge der der Anlage kostenlos zuzuteilenden Zertifikate sobald der Normalbetrieb von Letzterer aufgenommen und ihre installierte Anfangsproduktionskapazität bestimmt worden ist. Sie stellt ihren Beschluss dem neuen Marktteilnehmer zu.

Für die Stromerzeugung durch neue Marktteilnehmer wird kein Zertifikat kostenlos zugeteilt.

§ 2. Die Anträge werden innerhalb des Jahres nach der Aufnahme des Normalbetriebs der Anlage an die "Agence wallonne de l'Air et du Climat" (Wallonische Luft- und Klimaagentur) gerichtet.

Die Regierung bestimmt, was unter "Aufnahme des Normalbetriebs" zu verstehen ist, und legt fest, welche Daten von dem Betreiber unterbreitet werden müssen, sowie die Anforderungen bezüglich der Datenintegrität und -prüfung und der Modalitäten für die Datenverwaltung.

§ 3. Unverzüglich teilt die Regierung der Europäischen Kommission die vorläufige jährliche Gesamtmenge der der betroffenen Anlage kostenlos zugeteilten Zertifikate mit.

Wenn die Europäische Kommission diese vorläufige jährliche Gesamtmenge der kostenlos zugeteilten Zertifikate nicht ablehnt, berechnet die Regierung die endgültige Jahresmenge der kostenlos zugeteilten Emissionszertifikate."

**Art. 10** - In Kapitel II, Abschnitt 2 desselben Dekrets wird ein Unterabschnitt 2 mit der Überschrift "Neue Marktteilnehmer infolge einer wesentlichen Kapazitätserweiterung" eingefügt.

**Art. 11** - In dem durch Artikel 10 eingefügten Unterabschnitt 2 wird Artikel 5 desselben Dekrets durch Folgendes ersetzt:

"Art. 5 - Wenn sich die Kapazität einer Anlage nach dem 30. Juni 2011 wesentlich erweitert hat, verabschiedet die Regierung auf Antrag des in Artikel 2, 5°, b) erwähnten neuen Marktteilnehmers und unbeschadet von einer Zuteilung an eine Anlage in Anwendung von Artikel 3 die Menge der der betroffenen Anlage kostenlos zuzuteilenden Zertifikate, um die Erweiterung mitzuberechnen. Sie stellt ihren Beschluss dem neuen Marktteilnehmer zu.

Für die Stromerzeugung durch neue Marktteilnehmer wird kein Zertifikat kostenlos zugeteilt.

Die Regierung bestimmt, was unter "wesentlicher Kapazitätserweiterung" zu verstehen ist."

**Art. 12** - In Kapitel II, Abschnitt 2 desselben Dekrets wird ein Unterabschnitt 3 mit der Überschrift "Wesentliche Kapazitätsverringeringung" eingefügt.

**Art. 13** - In den durch Artikel 12 eingefügten Unterabschnitt 3 wird ein Artikel 5/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 5/1 - Wenn sich die Kapazität einer Anlage nach dem 30. Juni 2011 wesentlich verringert hat, verabschiedet die Regierung die Menge der Zertifikate, die von der Menge der der betroffenen Anlage kostenlos zuzuteilenden Zertifikate abzuziehen sind, um die Verringerung mitzuberechnen. Sie stellt ihren Beschluss dem Betreiber zu.

Die Regierung bestimmt, was unter "wesentlicher Kapazitätsverringeringung" zu verstehen ist.

Die Zuteilung an diese Anlage wird ab dem Jahr nach demjenigen, in dem die Kapazitätsverringering erfolgt ist, oder ab dem Jahr 2013 wenn die wesentliche Kapazitätsverringering vor dem 1. Januar 2013 erfolgt ist, entsprechend angemessen.“

**Art. 14** - In Kapitel II, Abschnitt 2 desselben Dekrets wird ein Unterabschnitt 4 mit der Überschrift "Betriebseinstellung einer Anlage" eingefügt.

**Art. 15** - In den durch Artikel 14 eingefügten Unterabschnitt 4 wird ein Artikel 5/2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 5/2 - § 1. Für eine Anlage, die ihren Betrieb eingestellt hat, kommt ab dem Jahr nach der Betriebseinstellung oder ab dem Jahr 2013, wenn die Betriebseinstellung vor dem 1. Januar 2013 erfolgt ist, keine kostenlose Zuteilung durch die Regierung in Betracht. Letztere stellt ihren Beschluss dem Betreiber zu.

§ 2. Die Regierung bestimmt, was unter "Betriebseinstellung" zu verstehen ist.

Wenn wenigstens eine der folgenden Bedingungen erfüllt ist, gilt die Anlage als eine, die ihren Betrieb eingestellt hat:

1° Die Genehmigung zur Emission von Treibhausgasen, die Umweltgenehmigung, die Globalgenehmigung oder jede sonstige relevante Betriebsgenehmigung ist ausgesetzt;

2° Die im Punkt 1° erwähnten Genehmigungen sind entzogen worden;

3° Der Betrieb der Anlage ist technisch unmöglich;

4° Die Anlage ist nicht in Betrieb, ist es aber früher schon gewesen, und eine Wiederinbetriebnahme ist technisch unmöglich;

5° Die Anlage ist nicht in Betrieb, ist es aber früher schon gewesen, und der Betreiber ist nicht in der Lage, die Wiederinbetriebnahme innerhalb von sechs Monaten nach der Betriebseinstellung nachzuweisen. Dieser Zeitraum kann sich höchstens auf 18 Monate erstrecken, wenn der Betreiber nachweisen kann, dass eine Wiederinbetriebnahme der Anlage innerhalb von sechs Monaten aufgrund außergewöhnlicher, unvorhersehbarer und anlagenspezifischer Umstände, die auch durch Anwendung allen notwendigen Eifers nicht hätten beseitigt werden können und die sich der Kontrolle durch den Betreiber der betroffenen Anlage entziehen, oder aufgrund solcher Umstände wie Naturkatastrophen, erklärter und drohender bewaffneter Konflikte, Terrorakte, Revolutionen, Aufstände, Sabotagehandlungen oder Akte des Vandalismus, unmöglich ist.

In dem in Absatz 2, Punkt 5° erwähnten Fall wird die Vergabe von Zertifikaten an die Anlagen ausgesetzt, solange ihre Wiederinbetriebnahme nicht feststeht. Die Regierung stellt ihren Beschluss dem Betreiber zu.

§ 3. § 2, Absatz 2, 5° ist auf die Reserve- oder Hilfsanlagen und auf die Anlagen, die saisonbedingt in Betrieb sind, nicht anwendbar, wenn alle folgenden Voraussetzungen erfüllt sind :

1° Der Betreiber ist Inhaber einer Umwelt- oder Globalgenehmigung, zusammen mit allen sonstigen erforderlichen Genehmigungen;

2° Eine Wiederinbetriebnahme, ohne physische Änderungen der Anlage vornehmen zu müssen, ist technisch durchführbar;

3° Die Anlage ist Gegenstand einer regelmäßigen Instandhaltung."

**Art. 16** - In Kapitel II, Abschnitt 2 desselben Dekrets wird ein Unterabschnitt 5 mit der Überschrift "Teilweise Betriebseinstellung einer Anlage" eingefügt.

**Art. 17** - In den durch Artikel 16 eingefügten Unterabschnitt 5 wird ein Artikel 5/3 mit folgendem Wortlaut eingefügt :

"Art. 5/3 - § 1. Die Zuteilung von Zertifikaten an eine Anlage, die ihren Betrieb teilweise einstellt, wird ab dem Jahr nach demjenigen, in dem ihr Betrieb teilweise eingestellt wird, oder ab dem Jahr 2013, wenn die teilweise Betriebseinstellung vor dem 1. Januar 2013 erfolgt ist, von der Regierung angepasst. Letztere stellt ihren Beschluss dem Betreiber zu.

Die Regierung bestimmt, was unter "teilweiser Betriebseinstellung" zu verstehen ist."

**Art. 18** - In Kapitel II, Abschnitt 2 desselben Dekrets wird ein Unterabschnitt 6 mit der Überschrift "Gemeinsame Bestimmungen" eingefügt.

**Art. 19** - In den durch Artikel 18 eingefügten Unterabschnitt 6 wird ein Artikel 5/4 mit folgendem Wortlaut eingefügt :

"Art. 5/4 - Der Anlagenbetreiber übermittelt der "Agence wallonne de l'Air et du Climat" spätestens am 31. Dezember eines jeden Jahres alle nützlichen Auskünfte über vorgesehene Änderungen der Kapazität, der Aktivitätsrate oder des Betriebs einer Anlage, die eine Auswirkung auf die Zuteilung von Zertifikaten haben könnten.

Der Anlagenbetreiber übermittelt der "Agence wallonne de l'Air et du Climat" alle nützlichen Auskünfte über effektive Änderungen der Kapazität, der Aktivitätsrate oder des Betriebs einer Anlage, die eine Auswirkung auf die Zuteilung von Zertifikaten haben könnten, und zwar spätestens am letzten Tag des Monats nach der Änderung.

Die Regierung legt fest, welche zusätzlichen Daten von dem Betreiber unterbreitet werden müssen, sowie die Anforderungen bezüglich der Datenintegrität und -prüfung und der Modalitäten für die Datenverwaltung."

**Art. 20** - Artikel 6 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 22. Juni 2006, wird in den durch Artikel 18 eingefügten Unterabschnitt 6 einbezogen und wie folgt abgeändert:

1° in § 1, Absatz 1 wird der Wortlaut "in Artikel 4 § 1 Absatz 2 und in Artikel 5" durch den Wortlaut "in Artikel 4, § 1, Absatz. 1, in Artikel 5, Absatz 1, in Artikel 5/1, Absatz 1, in Artikel 5/2, § 1 und § 2, Absatz 3, und in Artikel 5/3, Absatz 1" ersetzt;

2° in § 1 wird Absatz 2 gestrichen;

3° in § 2 wird der Wortlaut "bei der Post" gestrichen und der Wortlaut "entweder innerhalb einer Frist von zwanzig Tagen ab dem Datum der Einsendung des Antrags des neuen Marktteilnehmers oder der Einsendung zusätzlicher Daten, auf die die "Agence wallonne de l'air et du climat" nicht reagiert hat, oder innerhalb einer Frist von zwanzig Tagen" zwischen den Wortlaut "oder, falls kein Beschluss vorliegt," und den Wortlaut "ab dem Tag, der auf die der zuständigen Behörde zur Entsendung ihres Beschlusses eingeräumten Frist folgt" eingefügt.

4° § 4 wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Für die von ihr bezeichneten Einsprüche kann die Regierung kürzere Fristen festlegen, als die in § 2 und § 4 festgelegten Fristen."

**Art. 21** - Artikel 7 desselben Dekrets, abgeändert durch die Dekrete vom 22. Juni 2006 und vom 6. Oktober 2010, wird in den durch Artikel 18 eingefügten Unterabschnitt 6 einbezogen und durch Folgendes ersetzt:

"Art. 7. Im Falle einer Änderung der Kapazität, der Aktivitätsrate oder des Betriebs einer Anlage, die eine Auswirkung auf ihre Zuteilung von Zertifikaten hat, übermittelt die Regierung der Europäischen Kommission alle nützlichen Auskünfte, einschließlich der revidierten vorläufigen Jahresmenge der der betroffenen Anlage kostenlos zuge teilten Zertifikate, so wie sie gemäß dem vorliegenden Dekret bestimmt worden ist.

Wenn die Europäische Kommission die revidierte vorläufige jährliche Gesamtmenge der der betroffenen Anlage kostenlos zugeteilten Emissionszertifikate nicht ablehnt, bestimmt die Regierung die endgültige jährliche Gesamtmenge der der betroffenen Anlage kostenlos zugeteilten Zertifikate und veröffentlicht sie im *Belgischen Staatsblatt*."

**Art. 22** - Artikel 8 desselben Dekrets, ersetzt durch das Dekret vom 6. Oktober 2010, wird außer Kraft gesetzt.

**Art. 23** - Artikel 9 desselben Dekrets, abgeändert durch die Dekrete vom 22. Juni 2006 und vom 6. Oktober 2010, wird außer Kraft gesetzt.

**Art. 24** - In Artikel 10 desselben Dekrets werden § 1, abgeändert durch das Dekret vom 22. Juni 2006, § 2 und § 3, abgeändert durch das Dekret vom 6. Oktober 2010, durch Folgendes ersetzt:

"§ 1. Jeder Betreiber einer in dem vorliegenden Dekret erwähnten Anlage überwacht die Emissionen seiner Anlage im Laufe jedes Kalenderjahres und erstattet nach Ende des betreffenden Jahres der "Agence wallonne de l'air et du climat" darüber Bericht, in Übereinstimmung mit der von der Europäischen Kommission verabschiedeten Verordnung "Überwachung und Berichterstattung".

Spätestens am zweiten Donnerstag des Monats März entsendet der Betreiber seinen Bericht, der durch eine gemäß der von der Europäischen Kommission verabschiedeten Verordnung "Prüfung" akkreditierte Prüfstelle überprüft worden ist.

§ 2. Auf der Grundlage des Berichts der Prüfstelle beschließt die "Agence wallonne de l'Air et du Climat", ob der Bericht des Betreibers zufriedenstellend ist. Vor dem 31. März desselben Jahres setzt sie die verantwortliche Person von der Führung des Registers der Zertifikate sowie den Betreiber, per Einschreiben, davon in Kenntnis.

§ 3. Falls am 31. März immer noch kein durch die "Agence wallonne de l'Air et du Climat" als zufriedenstellend bewerteter Bericht unterbreitet worden ist, stellt die Agentur unverzüglich dem Betreiber, der Regierung, der für die Führung des Registers der Zertifikate verantwortlichen Person und dem technischen Beamten, so wie er im Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung bezeichnet wird, das Verbot jeder Veräußerung von Zertifikaten der Anlage zu, dies solange kein Bericht des Betreibers nach seiner Prüfung als zufriedenstellend bewertet worden ist."

**Art. 25** - Artikel 10/1 desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 6. Oktober 2010, wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 10/1 - Spätestens am 30. April eines jeden Jahres gibt der Betreiber einer im vorliegenden Dekret erwähnten Anlage auf der Grundlage seines überprüften Berichts über die Treibhausgasemissionen die den Gesamtemissionen der Anlage während des abgelaufenen Kalenderjahres entsprechende Menge der Zertifikate ab.

Verpflichtungen zur Abgabe von Zertifikaten gelten nicht für Emissionen, die aufgrund einer Prüfung als abgeschlossen und zur ständigen Speicherung in eine Anlage verbracht anzusehen sind, für die eine Genehmigung in Übereinstimmung mit der Richtlinie 2009/31/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 23. April 2009 über die geologische Speicherung von Kohlendioxid gilt.

Zur Einhaltung der in Absatz 1 angeführten Verpflichtung benutzen die Betreiber entweder die Zertifikate, die ihnen kostenlos zugeteilt worden sind und keine in Anwendung des Systems für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten für Luftverkehrstätigkeiten vergebenen Zertifikate sind, oder bei Auktionen ersteigerte Zertifikate, oder auch Kredite oder CER und ERU in den von der Regierung festgelegten Proportionen und unter den von ihr festgelegten Bedingungen.

Danach werden die abgegebenen Zertifikate gelöscht."

**Art. 26** - In Kapitel II desselben Dekrets wird die Überschrift des Abschnitts 4 durch Folgendes ersetzt: "Abschnitt 4 — Veröffentlichung von Informationen und Vertraulichkeit".

**Art. 27** - Artikel 11 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 6. Oktober 2010, wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 11 - Unbeschadet von Artikel 458 des Strafgesetzbuches werden alle Entscheidungen und Berichte über die Menge und die Zuteilung der Zertifikate sowie über die Überwachung, Berichterstattung und Prüfung der Emissionen umgehend auf der Webseite der "Agence wallonne de l'Air et du Climat" veröffentlicht, um einen ordentlichen und diskriminierungsfreien Zugang zu diesen Informationen zu gewährleisten."

**Art. 28** - In Art. 11/1, § 1, Absatz 1 desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 6. Oktober 2010, wird der Wortlaut "Artikel 9" durch den Wortlaut "Artikel 10" ersetzt.

**Art. 29** - In Artikel 12 desselben Dekrets wird § 1 durch Folgendes ersetzt:

"§ 1. Jedem Betreiber, der nicht spätestens bis zum 30. April eines jeden Jahres eine ausreichende Anzahl von Zertifikaten zur Abdeckung seiner Treibhausgasemissionen des Vorjahres abgibt, wird eine Geldbuße wegen Emissionsüberschreitung auferlegt.

Die Geldbuße beträgt 100 Euro für jede von der Anlage ausgestoßene Tonne Kohlendioxidäquivalent, für die der Betreiber keine Zertifikate abgegeben hat.

Für ab dem 1. Januar 2013 vergebene Zertifikate erhöht sich die Sanktion wegen Emissionsüberschreitung entsprechend dem Europäischen Verbraucherpreisindex."

**Art. 30** - In Kapitel II desselben Dekrets wird Abschnitt 6, der die Artikel 12*bis* und 12*ter* umfasst und durch das Dekret vom 9. Mai 2011 eingefügt wurde, außer Kraft gesetzt.

**Art. 31** - In Artikel 13 desselben Dekrets, abgeändert durch die Dekrete vom 22. Juni 2006, vom 5. März 2008 und vom 6. Oktober 2010, werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

a) In § 2, Punkt 2° wird der Wortlaut "ERU, RMU oder von Zertifikaten" durch den Wortlaut "ERU oder RMU" ersetzt.

b) In § 4, Absatz 2 wird Punkt 5° gestrichen.

**Art. 32** - Artikel 17 desselben Dekrets wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 17 - In Artikel 10, § 2 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, abgeändert durch die Dekrete vom 10. November 2004 und vom 22. November 2007 werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 wird das Wort "spezifizierten" gestrichen;

2° ein Absatz mit folgendem Wortlaut wird zwischen die Absätzen 1 und 2 eingefügt:

"Was diejenigen Betriebe angeht, in denen eine oder mehrere Anlage(n) oder Tätigkeit(en) eingesetzt werden, die Treibhausgase ausstoßen, werden die durch den Betreiber vorgenommenen Abänderungen des Überwachungsplans, sowie die Abänderungen, die durch die "Agence wallonne de l'Air et du Climat" genehmigt oder angebracht wurden, dem Register beigefügt.;"

3° im ehemaligen Absatz 3, der zum Absatz 4 wird, wird der Wortlaut "der von der Regierung bezeichneten Einrichtung" durch den Wortlaut "der "Agence wallonne de l'Air et du Climat"" ersetzt und werden die Wörter "merkliche" und "spezifizierte" gestrichen;



4° der Paragraph wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"In Ermangelung dessen fügt der technische Beamte den neuen Überwachungsplan der Genehmigung zur Emission bei."

**Art. 33** - Artikel 18 desselben Dekrets wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 18 - Artikel 17, Absatz 2 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 19. September 2002, wird durch einen Punkt 10° mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"10° was diejenigen Betriebe betrifft, in denen eine oder mehrere Anlage(n) oder Tätigkeit(en) eingesetzt werden, die Treibhausgase ausstoßen, die Bestimmung, ob eine Genehmigung zur Emission von Treibhausgasen ausgestellt werden kann."

**Art. 34** - In dasselbe Dekret wird ein Artikel 18/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art 18/1 - Artikel 45, § 1, Absatz 2 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 19. September 2002, wird durch einen Punkt 5° mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"5° was diejenigen Betriebe betrifft, in denen eine oder mehrere Anlage(n) oder Tätigkeit(en) eingesetzt werden, die Treibhausgase ausstoßen, die Genehmigung zur Emission von Treibhausgasen."

**Art. 35** - In dasselbe Dekret wird ein Artikel 18/2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 18/2 - In § 5 von Artikel 76<sup>quater</sup> desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 22. November 2007, wird der Wortlaut "Die Paragraphen 2 und 3" durch den Wortlaut "Die Paragraphen 2 bis 4" und der Wortlaut "Artikel 9 § 1" durch den Wortlaut "Artikel 10, § 1" ersetzt."

**Art. 36** - In demselben Dekret wird die Anlage I durch Folgendes ersetzt:

"Anlage. Treibhausgase, die in Artikel 2, Punkt 2° erwähnt sind:

- Kohlendioxid (CO<sub>2</sub>);
- Methan (CH<sub>4</sub>);
- Distickstoffoxid (N<sub>2</sub>O);
- Fluorierte Kohlenwasserstoffe (HFC);
- Perfluorierte Kohlenwasserstoffe (PFC);
- Schwefelhexafluoride (SF<sub>6</sub>)."

**Art. 37** - In demselben Dekret werden die Anlagen I/1, II/1 und III außer Kraft gesetzt.

**Art. 38** - Das vorliegende Dekret tritt am 1. Januar 2013 in Kraft.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 21. Juni 2012

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst

J.-M. NOLLET

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Beschäftigung, Ausbildung und Sportwesen

A. ANTOINE

Der Minister für Wirtschaft, K.M.B., Außenhandel und neue Technologien

J.-C. MARCOURT

Der Minister für lokale Behörden und Städte

P. FURLAN

Die Ministerin für Gesundheit, soziale Maßnahmen und Chancengleichheit

Frau E. TILLIEUX

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe

C. DI ANTONIO

—  
Note

(1) *Sitzungsperiode 2011-2012.*

*Dokumente des Wallonischen Parlaments*, 609 (2011-2012). Nrn. 1 bis 3.

Diskussion.

*Ausführliches Sitzungsprotokoll*, öffentliche Sitzung vom 20. Juni 2012.

Abstimmung.

—  
VERTALING

#### WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2012 — 1918

[2012/203608]

**21 JUNI 2012.** — Decreet tot wijziging van het decreet van 10 november 2004 tot invoering van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten, tot oprichting van een "Fonds wallon Kyoto" (Waals Kyotofonds) en betreffende de flexibiliteitsmechanismen van het Protocol van Kyoto (1)

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Bij dit decreet wordt Richtlijn 2009/29/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 23 april 2009 tot wijziging van Richtlijn 2003/87/EG teneinde de regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten van de Gemeenschap te verbeteren en uit te breiden gedeeltelijk omgezet.

**Art. 2.** In artikel 1 van het decreet van 10 november 2004 tot invoering van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten, tot oprichting van een "Fonds wallon Kyoto" (Waal Kyotofonds) en betreffende de flexibiliteitsmechanismen van het Protocol van Kyoto, vervangen bij het decreet van 6 oktober 2010, worden de woorden « zoals gewijzigd bij de Richtlijnen 2004/101/EG en 2008/101/EG » geschrapt.

**Art. 3.** Artikel 1/1 van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 6 oktober 2010, wordt aangevuld met volgend lid :

« Dit decreet voorziet ook in aanzienlijkere verminderingen van broeikasgasemissies om de verminderingsniveaus te bereiken die op wetenschappelijk vlak noodzakelijk geacht worden teneinde een gevaarlijke klimaatverandering te voorkomen. »

**Art. 4.** In artikel 2 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 6 oktober 2010, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) de punten 2° tot 6° worden vervangen als volgt :

« 2° « broeikasgassen » : de gassen opgesomd in de bijlage bij dit decreet en andere gasvormige bestanddelen van de atmosfeer, zowel natuurlijke als antropogene, die infrarode straling absorberen en weer uitstralen;

3° « installatie » : een inrichting in de zin van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning die één of meer door de Regering bepaalde broeikasgasuitstotende activiteiten uitvoert, alsook elke andere daaraan rechtstreeks gekoppelde activiteit die technisch gebonden is aan de activiteiten uitgevoerd op de locatie en die effecten op de emissies en de verontreiniging kan hebben;

4° « subinstallatie » : installatiegedeelte dat, voor zover mogelijk, met een fysisch gedeelte van de installatie overeenstemt;

5° « nieuwkomer » :

a) een installatie die één of meer door de Regering bepaalde activiteiten uitvoert en waaraan na 30 juni 2011 voor de eerste maal een milieuvergunning of een eenmalige vergunning is verleend;

b) elke installatie waar één of meer door de Regering bepaalde broeikasgasuitstotende activiteiten voortgezet worden en die na 30 juni 2011 een aanzienlijke uitbreiding heeft ondergaan, alleen voor zover het deze uitbreiding betreft;

6° « ton koolstofdioxide-equivalent » : een metrische ton koolstofdioxide (CO<sub>2</sub>) of een hoeveelheid van elk ander broeikasgas met een gelijkwaardig aardopwarmingsvermogen; »;

b) punt 7° wordt opgeheven;

c) punt 24° wordt vervangen als volgt :

« 24° « verbranden » : het oxideren van brandstoffen, ongeacht de wijze waarop de warmte, de elektrische of de mechanische energie die tijdens dit proces vrijkomt wordt gebruikt, en andere rechtstreeks daarmee verband houdende activiteiten, met inbegrip van rookgasreiniging;

25° « elektriciteitsopwekker » : een installatie die op of na 1 januari 2005 elektriciteit heeft geproduceerd om aan derden te worden verkocht en waarin geen van de door de Regering bepaalde activiteiten worden uitgevoerd, behalve het "verbranden van brandstof". »

**Art. 5.** In hoofdstuk II van hetzelfde decreet wordt het opschrift van afdeling 1 vervangen als volgt : « Afdeling 1. — Toewijzing van emissierechten ».

**Art. 6.** Artikel 3 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 6 oktober 2010, wordt vervangen als volgt :

« Art. 3. § 1. De Regering bepaalt de lijst van de installaties die onder dit decreet vallen, alsook de totale hoeveelheid emissierechten die kosteloos aan elke installatie toegewezen worden voor elk jaar in de periode 2013-2020, na overlegging van die gegevens aan de Europese Commissie en, desgevallend, na toepassing van de uniforme transsectorale correctiefactor bedoeld in artikel 10bis, § 5, van Richtlijn 2003/87/EG.

Kosteloze toewijzingen van emissierechten mogen niet verleend worden aan installaties waarvan opneming in de in lid 1 bedoelde lijst door de Commissie is geweigerd.

§ 2. Binnen drie maanden na aanneming door de Europese Commissie van de lijst bedoeld in artikel 10bis, § 13, van Richtlijn 2003/87/EG voor de jaren 2015-2020, of na aanneming van elke toevoeging aan de lijst opgemaakt bij Beslissing 2010/2/EU van de Europese Commissie voor de jaren 2013 en 2014, wordt de in § 1 bedoelde lijst, zoals opgemaakt voor de toepassing van de correctiefactor bedoeld in § 1, door de Regering bijgewerkt.

De Regering vermeldt op duidelijke wijze de wijzigingen voorgekomen in de vermoedelijke blootstelling van de installaties en subinstallaties aan gevaar voor koolstoflekkage en, desgevallend, de overeenstemmende voorlopige jaarlijkse hoeveelheid kosteloze emissierechten, en legt die lijst aan de Europese Commissie over.

Als de Europese Commissie die voorlopige jaarlijkse hoeveelheid kosteloos toegewezen emissierechten niet verwerpt, berekent de Regering de jaarlijkse hoeveelheid emissierechten die kosteloos toegewezen worden aan bedoelde installaties en subinstallaties.

§ 3. Er wordt geen kosteloze toewijzing gegeven aan elektriciteitsopwekkers, installaties voor het afvangen van CO<sub>2</sub>, pijpleidingen voor het vervoer van CO<sub>2</sub> of CO<sub>2</sub>-opslagplaatsen.

Om te voldoen aan een economisch aantoonbare vraag met betrekking tot de productie van warmte of koeling, worden kosteloze toewijzingen gegeven voor de productie van warmte, stadsverwarming en voor hoogrenderende warmtekrachtkoppeling, zoals gedefinieerd in het decreet van 12 april 2001 betreffende de gewestelijke elektriciteitsmarkt. In elk jaar na 2013 wordt de totale toewijzing aan deze installaties voor de productie van de betrokken warmte aangepast met de lineaire factor bedoeld in artikel 9 van Richtlijn 2003/87/EG.

§ 4. De rechten die niet kosteloos toegewezen worden, worden geveild. »

**Art. 7.** In hoofdstuk II van hetzelfde decreet wordt het opschrift van afdeling 2 vervangen als volgt : « Afdeling 2. — Nieuwkomers, wijzigingen en stopzetting van activiteiten ».

**Art. 8.** Hoofdstuk II, afdeling 2, van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een onderafdeling 1 « Nieuwkomers naar aanleiding van de exploitatie van een nieuwe activiteit ».

**Art. 9.** In onderafdeling 1, ingevoegd bij artikel 8, wordt artikel 4 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 6 oktober 2010, vervangen als volgt :

« Art. 4. § 1<sup>er</sup>. Op verzoek van een nieuwkomer bedoeld in artikel 2, 5°, a), bepaalt de Regering de hoeveelheid emissierechten die kosteloos toegewezen moeten worden aan de installatie zodra zij normaal geëxploiteerd wordt en haar aanvankelijk geïnstalleerde capaciteit bepaald is. Zij deelt haar beslissing aan de nieuwkomer mee.

Voor elektriciteitsopwekking door nieuwkomers wordt geen kosteloze toewijzing gegeven.

§ 2. De aanvragen worden gericht aan het "Agence wallonne de l'Air et du Climat" (Waal Agentschap voor Lucht en Klimaat) in de loop van het jaar na de aanvang van de normale exploitatie van de installatie.

De Regering bepaalt wat onder « aanvang van de normale exploitatie » moet worden verstaan en bepaalt welke gegevens de exploitant moet verstrekken, alsook de vereisten betreffende de integriteit van die gegevens, de verificatie ervan en de modaliteiten voor de behandeling ervan.

§ 3. De Regering geeft de Europese Commissie onverwijld kennis van de voorlopige totale jaarlijkse hoeveelheid emissierechten die kosteloos aan de betrokken installatie toegewezen worden.

Als de Europese Commissie die voorlopige totale jaarlijkse hoeveelheid kosteloos toegewezen emissierechten niet verwierpt, berekent de Regering de jaarlijkse eindhoeveelheid kosteloos toegewezen emissierechten. »

**Art. 10.** Hoofdstuk II, afdeling 2, van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een onderafdeling 2 « Nieuwkomers naar aanleiding van een aanzienlijke capaciteitsuitbreiding ».

**Art. 11.** In onderafdeling 2, ingevoegd bij artikel 10, wordt artikel 5 van hetzelfde decreet vervangen als volgt :

« Art. 5. Wanneer een installatie na 30 juni 2011 een aanzienlijke capaciteitsuitbreiding heeft ondergaan, bepaalt de Regering, op verzoek van de nieuwkomer bedoeld in artikel 2, 5°, b), en onverminderd de toewijzing aan een installatie overeenkomstig artikel 3, de hoeveelheid emissierechten die kosteloos aan de betrokken installatie toegewezen moeten worden om rekening te houden met de uitbreiding. Zij deelt haar beslissing aan de nieuwkomer mee.

Voor elektriciteitsopwekking door nieuwkomers wordt geen kosteloze toewijzing gegeven.

De Regering bepaalt wat onder « aanzienlijke capaciteitsuitbreiding » moet worden verstaan. »

**Art. 12.** Hoofdstuk II, afdeling 2, van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een onderafdeling 3 « Aanzienlijke capaciteitsvermindering ».

**Art. 13.** Onderafdeling 3, ingevoegd bij artikel 12, wordt aangevuld met een artikel 5/1, luidend als volgt :

« Art. 5/1. Wanneer een installatie na 30 juni 2011 een aanzienlijke capaciteitsvermindering heeft ondergaan, bepaalt de Regering hoeveel emissierechten afgetrokken moeten worden van het aantal kosteloos toe te wijzen emissierechten om rekening te houden met die vermindering.

Zij deelt haar beslissing aan de nieuwkomer mee.

De Regering bepaalt wat onder « aanzienlijke capaciteitsvermindering » moet worden verstaan. »

De toewijzing aan de installatie wordt dienovereenkomstig aangepast vanaf het jaar volgend op het jaar waarin de capaciteitsvermindering plaatsvond, of vanaf 2013 indien de aanzienlijke capaciteitsvermindering plaatsvond vóór 1 januari 2013. ».

**Art. 14.** Hoofdstuk II, afdeling 2, van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een onderafdeling 4 « Stopzetting van de activiteiten van een installatie ».

**Art. 15.** Onderafdeling 4, ingevoegd bij artikel 14, wordt aangevuld met een artikel 5/2, luidend als volgt :

« Art. 5/2. § 1. De Regering wijst geen kosteloos emissierecht toe aan een installatie die haar activiteit heeft stopgezet, vanaf het jaar volgend op de stopzetting van de activiteiten of vanaf 2013, als de stopzetting van de activiteiten plaatsvond vóór 1 januari 2013. Zij deelt haar beslissing aan de exploitant mee.

§ 2. De Regering bepaalt wat onder « stopzetting van de activiteiten » moet worden verstaan. »

Een installatie wordt geacht haar activiteiten te hebben stopgezet als aan één van de volgende voorwaarden is voldaan :

1° de broeikasgasemissievergunning, de milieuvergunning, de eenmalige vergunning of elke andere relevante milieuvergunning is verlopen;

2° de onder punt 1° bedoelde vergunningen zijn ingetrokken;

3° de werking van de installatie is technisch onmogelijk;

4° de installatie is niet in bedrijf maar was dit wel in het verleden, en het is technisch onmogelijk om ze opnieuw op te starten;

5° de installatie is niet in bedrijf maar was dit wel in het verleden, en de exploitant kan niet aantonen dat de installatie binnen zes maanden na de stopzetting van de activiteiten zal worden heropgestart. Deze termijn wordt tot ten hoogste 18 maanden verlengd indien de exploitant kan aantonen dat de installatie niet binnen zes maanden kan worden heropgestart als gevolg van uitzonderlijke en onvoorziene omstandigheden die ook met de grootste voorzichtigheid niet konden worden vermeden en die aan de controle van de exploitant van de betrokken installatie ontsnappen, met name omstandigheden zoals natuurrampen, oorlog, oorlogsdreiging, terroristische daden, revolutie, opstanden, sabotage of vandalisme.

In het geval bedoeld in het tweede lid, 5°, wordt de afgifte van emissierechten aan de installaties opgeschort zolang niet vaststaat dat ze hun activiteiten gaan heropstarten. De Regering deelt haar beslissing aan de exploitant mee.

§ 3. Paragraaf 2, tweede lid, 5°, is niet van toepassing op installaties die op reserve of stand-by worden gehouden en installaties die worden geëxploiteerd in een seizoenregeling als aan alle volgende voorwaarden is voldaan :

1° de exploitant beschikt over een milieuvergunning of over een eenmalige vergunning en alle andere vereiste vergunningen;

2° het is technisch mogelijk om de activiteiten op te starten zonder materiële wijzigingen aan te brengen aan de installatie;

3° regelmatig onderhoud wordt uitgevoerd. »

**Art. 16.** Hoofdstuk II, afdeling 2, van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een onderafdeling 5 « Gedeeltelijke stopzetting van de activiteiten van een installatie ».

**Art. 17.** Onderafdeling 5, ingevoegd bij artikel 16, wordt aangevuld met een artikel 5/3, luidend als volgt :

« Art. 5/3. De toewijzing van emissierechten aan een installatie met gedeeltelijk stopgezette activiteiten wordt door de Regering aangepast vanaf het jaar volgend op het jaar waarin de activiteiten gedeeltelijk werden stopgezet, dan wel vanaf 2013 indien de gedeeltelijke stopzetting plaatsvond vóór 1 januari 2013. De Regering deelt haar beslissing aan de exploitant mee.

§ 2. De Regering bepaalt wat onder « gedeeltelijke stopzetting van de activiteiten » moet worden verstaan. »

**Art. 18.** Hoofdstuk II, afdeling 2, van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een onderafdeling 6 « Gemeenschappelijke bepalingen ».

**Art. 19.** Onderafdeling 6, ingevoegd bij artikel 18, wordt aangevuld met een artikel 5/4, luidend als volgt :

« Art. 5/4. De exploitant verstrekt het "Agence wallonne de l'Air et du Climat" uiterlijk 31 december van elk jaar alle nuttige gegevens betreffende de voorziene wijzigingen van de capaciteit, van het activiteitsniveau en van de exploitatie van een installatie die gevolgen voor de toewijzing van emissierechten kunnen hebben.

De exploitant verstrekt het "Agence wallonne de l'Air et du Climat", uiterlijk de laatste dag van de maand volgend op de wijziging, alle nuttige gegevens betreffende de effectieve wijzigingen van de capaciteit, van het activiteitsniveau en van de exploitatie van een installatie die een gevolg voor de toewijzing van emissierechten kunnen hebben.

De Regering bepaalt de aanvullende gegevens die de exploitant moet verstrekken, alsook de vereisten betreffende de integriteit van die gegevens, de verificatie ervan en de modaliteiten voor de behandeling ervan. »

**Art. 20.** Artikel 6 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 22 juni 2006, wordt in de bij artikel 18 ingevoegde onderafdeling 6 opgenomen en de volgende wijzigingen worden aangebracht :

1° in paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden « in artikel 4, § 1, tweede lid, en in artikel 5 » vervangen door de woorden « in de artikelen 4, § 1, eerste lid, 5, eerste lid, 5/1, eerste lid, 5/2, § 1, 5/2, § 2, derde lid, en 5/3, eerste lid »;

2° in paragraaf 1 wordt het tweede lid opgeheven;

3° in paragraaf 2 worden de woorden « ter post » geschrapt en worden de woorden « hetzij binnen een termijn van twintig dagen met ingang van de datum van verzending van de aanvraag van de nieuwkomer of van aanvullende gegevens waarbij het "Agence wallonne de l'Air et du Climat" niet gereageerd heeft, hetzij binnen een termijn van twintig dagen met ingang van » ingevoegd tussen de woorden « of, bij gebrek aan beslissing, » en de woorden « vanaf de dag volgend op de termijn waarover de bevoegde overheid beschikt om haar beslissing te versturen »;

4° paragraaf 4 wordt aangevuld met volgend lid :

« De Regering kan kortere termijnen vastleggen dan degene die in de paragrafen 2 en 4 vastliggen voor de beroepen die zij bepaalt. »

**Art. 21.** Artikel 7 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de decreten van 22 juni 2006 en 6 oktober 2010, wordt in de bij artikel 18 ingevoegde onderafdeling 6 opgenomen en vervangen als volgt :

« Art. 7. In geval van wijziging van de capaciteit, van het activiteitsniveau of van de exploitatie van een installatie met gevolgen voor de toewijzing van haar emissierechten, verstrekt de Regering de Europese Commissie alle nuttige gegevens, met inbegrip van de aangepaste voorlopige totale jaarlijkse hoeveelheid emissierechten die kosteloos aan de betrokken installatie toegewezen worden, bepaald overeenkomstig dit decreet.

Als de Europese Commissie de aangepaste voorlopige totale jaarlijkse hoeveelheid emissierechten die kosteloos toegewezen worden aan de betrokken installatie niet verwerpt, bepaalt de Regering de totale jaarlijkse eindhoeveelheid emissierechten die kosteloos aan de betrokken installatie toegewezen worden en laat die in het *Belgisch Staatsblad* bekendmaken. »

**Art. 22.** Artikel 8 van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 6 oktober 2010, wordt opgeheven.

**Art. 23.** Artikel 9 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de decreten van 22 juni 2006 en 6 oktober 2010, wordt opgeheven.

**Art. 24** In artikel 10 van hetzelfde decreet worden paragraaf 1, gewijzigd bij het decreet van 22 juni 2006, paragraaf 2 en paragraaf 3, gewijzigd bij het decreet van 6 oktober 2010, vervangen als volgt :

« § 1. Elke exploitant van een installatie bedoeld in dit decreet bewaakt de emissies teweeggebracht door zijn installatie in de loop van elk burgerlijk jaar en rapporteert er aan het eind van betrokken jaar over bij het "Agence wallonne de l'Air et du Climat", overeenkomstig de Verordening « bewaking en rapportage » aangenomen door de Europese Commissie.

De exploitant verstuurt zijn rapportage, die door een geaccrediteerde verificateur geverifieerd wordt overeenkomstig de door de Europese Commissie aangenomen Verordening « verificatie », uiterlijk de tweede donderdag van de maand maart.

§ 2. Op basis van het verslag van de verificateur beslist het "Agence wallonne de l'Air et du Climat" of de rapportage volstaat. Het informeert voor 31 maart van hetzelfde jaar de persoon die het register van de emissierechten bijhoudt en, bij aangetekend schrijven, de exploitant.

§ 3. Bij gebrek aan overmaking vóór 31 maart van een rapportage die als voldoende erkend wordt door het "Agence wallonne de l'Air et du Climat", geeft het Agentschap de exploitant, de Regering, de persoon die het register van de emissierechten bijhoudt en de technisch ambtenaar zoals bedoeld in het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, kennis van het verbod om emissierechten van de installatie af te staan zolang een rapportage door de exploitant niet als voldoende is geverifieerd. »

**Art. 25.** Artikel 10/1 van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 6 oktober 2010, wordt vervangen als volgt :

« Art. 10/1. Op basis van zijn geverifieerde rapportage over de broeikasgasemissies levert de exploitant van een installatie bedoeld in dit decreet uiterlijk 30 april van elk jaar het aantal rechten in dat overeenstemt met de totale emissies van de installatie in de loop van het afgelopen burgerlijk jaar.

Er is geen verplichting tot inlevering in het geval van emissies geverifieerd als zijnde het voorwerp van een winning en vervoer met het oog op een vaste opslag naar een installatie waarvoor een vergunning van kracht is overeenkomstig Richtlijn 2009/31/EG van het Europees Parlement en de Raad van 23 april 2009 betreffende de geologische opslag van kooldioxide.

Om te voldoen aan de verplichting bedoeld in het eerste lid maken de exploitanten gebruik hetzij van andere emissierechten die hen kosteloos zijn toegewezen dan die afgegeven overeenkomstig de regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten betreffende luchtvaartactiviteiten, hetzij van de door veiling verworven emissierechten, hetzij, binnen de perken en onder de voorwaarden bepaald door de Regering, van de kredieten of de CER's en ERU's.

De ingeleverde emissierechten worden vervolgens geannuleerd. »

**Art. 26.** In hoofdstuk II van hetzelfde decreet wordt het opschrift van afdeling 4 vervangen als volgt : « Afdeling 4. Informatieverbreiding en beroepsgeheim ».

**Art. 27.** Artikel 11 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 6 oktober 2010, wordt vervangen als volgt :

« Art. 11. Onverminderd artikel 458 van het Strafwetboek, worden de beslissingen en verslagen betreffende de hoeveelheid en de verlening van emissierechten, alsook de bewaking ervan, de rapportage erover en uitdeling ervan onmiddellijk en systematisch verbreed op de website van het "Agence wallonne de l'Air et du Climat" teneinde een niet-discriminerende toegang tot die gegevens te garanderen. »

**Art. 28.** In artikel 11/1, § 1, eerste lid, van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 6 oktober 2010, worden de woorden « artikel 9 » vervangen door de woorden « artikel 10 ».

**Art. 29.** In artikel 12 van hetzelfde decreet wordt paragraaf 1 vervangen als volgt :

« § 1. Er wordt een boete wegens overmatige emissies opgelegd aan elke exploitant die uiterlijk 30 april van elk jaar niet voldoende emissierechten heeft ingeleverd ter dekking van zijn emissies van het voorgaande jaar.

De boete bedraagt 100 EUR per door de installatie uitgestoten ton kooldioxide-equivalent waarvoor de exploitant geen emissierechten heeft ingeleverd.

Het bedrag van de boete op de overtollige emissies betreffende de vanaf 1 januari 2013 afgegeven emissierechten is gekoppeld aan de Europese consumptieprijzenindex. »

**Art. 30.** In hoofdstuk II van hetzelfde decreet wordt afdeling 6, die de artikelen 12bis en 12ter inhoudt, ingevoegd bij het decreet van 19 mei 2011, opgeheven.

**Art. 31.** In artikel 13 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de decreten van 22 juni 2006, 5 maart 2008 en 6 oktober 2010, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in § 2, 2°, worden de woorden « ERU's, RMU's of emissierechten » vervangen door de woorden « ERU's of RMU's »;

b) in § 4, tweede lid, wordt punt 5° opgeheven.

**Art. 32.** Artikel 17 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art. 17. In artikel 10, § 2, van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, gewijzigd bij de decreten van 10 november 2004 en 22 november 2007, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid wordt het woord « gespecificeerde » geschrapt;

2° tussen het eerste en het tweede lid wordt volgend lid ingevoegd :

« Wat betreft de inrichtingen met één of meer broeikasgasuitstotende installaties of activiteiten, worden de wijzigingen die de exploitant in het bewakingsplan aanbrengt alsook degene die goedgekeurd of aangebracht worden door het "Agence wallonne de l'Air et du Climat" bij het register gevoegd. »;

3° in het formale derde lid, dat het vierde lid wordt, worden de woorden « de instelling die zij aanwijst » vervangen door de woorden « het "Agence wallonne de l'Air et du Climat" » en worden de woorden « aanzienlijk » en « gespecificeerde » geschrapt;

4° de paragraaf wordt aangevuld met volgend lid :

« Bij gebreke daarvan voegt de technisch ambtenaar het nieuwe bewakingsplan bij de emissievergunning. ». »

**Art. 33.** Artikel 18 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art. 18. Artikel 17, tweede lid, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 19 september 2002, wordt aangevuld met een punt 10°, luidend als volgt :

« 10° wat betreft de inrichtingen met één of meer broeikasgasuitstotende installaties of activiteiten, bepalen of een vergunning om broeikasgassen uit te stoten afgegeven kan worden. »

**Art. 34.** Hetzelfde decreet wordt aangevuld met een artikel 18/1, luidend als volgt :

« Art. 18/1. Artikel 45, § 1, tweede lid, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 19 september 2002, wordt aangevuld met een punt 5°, luidend als volgt :

« 5° wat betreft de inrichtingen met één of meer broeikasgasuitstotende installaties of activiteiten, de vergunning om broeikasgassen uit te stoten. »

**Art. 35.** Hetzelfde decreet wordt aangevuld met een artikel 18/2, luidend als volgt :

« Art. 18/2. In paragraaf 5 van artikel 76<sup>quater</sup> van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 22 november 2007, worden de woorden "De §§ 2 en 3" vervangen door de woorden "De §§ 2 tot 4" en worden de woorden "artikel 9, § 1" vervangen door de woorden "artikel 10, § 1". »

**Art. 36.** In hetzelfde decreet wordt bijlage I vervangen als volgt :

« Bijlage. Broeikasgassen bedoeld in artikel 2, 2° :

- Kooldioxide (CO<sub>2</sub>);
- Methaan (CH<sub>4</sub>);
- Stikstofoxide (N<sub>2</sub>O);
- onvolledig gehalogeneerde fluorkoolwaterstoffen (HFK's);
- perfluorkoolwaterstoffen (PFK's);
- Zwavelhexafluoride (SF<sub>6</sub>). »

**Art. 37.** In hetzelfde decreet worden de bijlagen I/1, II, II/1 en III opgeheven.

**Art. 38.** Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2013.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 21 juni 2012.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,  
J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,  
A. ANTOINE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,  
J.-C. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,  
P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,  
Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,  
Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,  
C. DI ANTONIO

Nota

(1) Zitting 2011-2012.

Stukken van het Waals Parlement, 609 (2011-2012). Nrs. 1 tot 3.

Bespreking.

Volledig verslag, plenaire zitting van 20 juni 2012.

Stemming.